

«Le marché se chargera de sortir du charbon»

CLIMAT Simonetta Sommaruga est encore sous le coup de la déception après le forcing réalisé par l'Inde et la Chine à Glasgow. Mais elle fait confiance aux places financières pour renoncer à investir dans les énergies fossiles

PROPOS RECUEILLIS
PAR BERNARD WUTHRICH, BERNE
@BdWuthrich

La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga espère que les marchés se chargeront de réaliser la sortie des énergies fossiles que la conférence n'a pas décidée.

La COP26 est-elle l'une de vos plus grandes déceptions depuis que vous avez repris le DETEC? Les attentes envers cette conférence étaient grandes, à juste titre. Nous avons pu atteindre quelques-uns des objectifs pour lesquels la Suisse a beaucoup lutté. Pour la première fois, il est mentionné dans un texte que l'on va vers la sortie du charbon et du subventionnement du charbon, du pétrole et du gaz. Mais, en dernière minute, le texte a été modifié à la demande de l'Inde et de la Chine: il ne parle plus d'abandon de ces énergies mais d'accélération de la réduction. Cela m'a beaucoup énervée, c'est décevant.

Avez-vous songé à quitter les discussions? Certains pays ont exercé une énorme pression. Ils ont annoncé qu'ils laisseraient tout tomber si l'on ne faisait pas ce changement. En tant que représentante d'un groupe de pays avec qui la Suisse coopère, j'ai contesté cette modification auprès de la présidence de la COP26. Le délégué des Etats-Unis, John Kerry, tout comme celui de l'UE, Frans Timmermans, m'ont suppliée de l'accepter. Nous nous y sommes résignés pour ne pas risquer de faire échouer tout le paquet de décisions. Et j'ai préféré rester dans la salle pour dire à haute voix que nous condamnions ce procédé, pour montrer que la Suisse était solidaire des pays pauvres qui souffrent le plus du changement climatique.

Avez-vous le sentiment que les pays participants ont été trompés par l'Inde et la Chine? Les grandes conférences multilatérales ont un fonctionnement particulier. On négocie jour et nuit, parfois jusqu'à 3 heures du matin. Une forme de chantage s'est exercée. Mais, en fin de compte, je pense que, même si le terme «abandon» ne figure pas dans le texte final, les marchés vont réagir. Ils comprennent que la sortie est proche.

La Suisse peut-elle être un modèle et s'engager plus fermement à abandonner le financement des énergies



Simonetta Sommaruga, vendredi passé à Glasgow. «Les grandes conférences multilatérales ont un fonctionnement particulier», dit-elle aujourd'hui. (ANDY BUCHANAN/AFP POUR LE TEMPS)

INTERVIEW

fossiles? La place financière suisse est consciente du fait qu'elle va dans la mauvaise direction si ses acteurs continuent d'investir dans les énergies fossiles. Sur le terrain politique, la Suisse subventionne encore les bus fonctionnant au diesel. Je vais proposer au Conseil fédéral d'arrêter ces subventions

et d'utiliser l'argent pour encourager l'achat de véhicules électriques pour les transports publics.

La Suisse a conclu deux nouveaux accords bilatéraux de réduction des émissions de gaz à effet de serre, avec Vanuatu et la Dominique. Plus

sieurs ONG critiquent cette approche et reprochent à la Suisse de trop miser sur ces accords et de ne pas faire son travail à l'intérieur du pays. Que leur répondez-vous? Je suis aussi d'avis que nous devons commencer par faire notre travail chez nous. Cela permet d'investir dans des emplois ici et pas à l'étranger.

Mais si, en plus, on peut favoriser des réductions d'émissions de CO2 dans des pays pauvres, alors faisons-le aussi. Le Vanuatu est un archipel composé de quelque 80 îles. La Suisse va ériger des installations photovoltaïques qui assureront un réseau d'électricité pour les PME. Le Vanuatu ne peut faire ça tout seul. Ce qu'il faut éviter, c'est de comptabiliser à double ces efforts climatiques, une fois par le pays qui investit et une fois par le pays qui reçoit. La Suisse s'est battue contre ce double décompte.

La loi sur le CO2 a été rejetée en juin. Comment comptez-vous convaincre la population suisse de faire des efforts pour préserver le climat si les grands pollueurs ne font pas leur part? La COP26 montre malgré tout que l'on se dirige vers la sortie du charbon et des énergies fossiles. La Suisse va dans cette direction, en dépit du rejet de la loi sur le CO2. Nous avons tiré les leçons de ce vote et réagi très vite. Un nouveau projet sera mis en consultation avant la fin de l'année. Nous mettrons l'accent sur les incitations. Il faut sou-

tenir les gens pour qu'ils fassent les bons choix, plutôt que de les punir. L'électromobilité est en plein essor. Nous devons construire une infrastructure de recharge ambitieuse. Je vous donne un autre exemple: on construit chez nous des camions à hydrogène, une activité qui crée de nombreux emplois. C'est ce genre d'innovation qu'il faut soutenir.

«Certains pays ont exercé une énorme pression»

Ne faudrait-il pas prolonger la durée de vie du nucléaire pour produire l'électricité nécessaire à ces développements technologiques? Aucune date limite n'est fixée dans la loi chez nous, contrairement à l'Allemagne. Les centrales nucléaires peuvent rester en activité aussi longtemps que leur sécurité est confirmée par l'Institut fédéral de la sécurité nucléaire (IFSN). Comme pour Mühleberg, ce sont les exploitants qui décideront jusqu'à quel point il vaut encore la peine d'investir dans les installations existantes et je n'en ai rencontré aucun qui voulait investir dans une nouvelle. Il faudra effectivement beaucoup plus d'électricité. La branche a sans doute trop investi à l'étranger ces dix dernières années au lieu de produire de l'énergie renouvelable en Suisse. Ce n'était pas judicieux pour la sécurité de l'approvisionnement, notamment en hiver.

Est-ce pour assurer cette production hivernale que vous envisagez de simplifier les procédures pour les centrales hydroélectriques et les parcs éoliens? Les procédures prennent énormément de temps. Nous voulons les accélérer. Les organisations de protection de l'environnement et les communes pourront toujours donner leur avis, mais nous allons tout réunir en une procédure unique. On ne touche pas au droit de recours.

L'équipe de Suisse de football s'est qualifiée pour la Coupe du monde au Qatar, qui ne se présente pas comme une compétition très écologique. Devrait-elle renoncer à s'y rendre? Je suis très heureuse de la qualification de la Nati. Mais je préfère ne pas commenter le reste. ■

«Si les trains ne roulent pas...»

Vous avez tenu des propos fermes à l'égard des CFF en particulier, à propos de la fiabilité, de la ponctualité, de la sécurité et du système d'annonce des perturbations. Etes-vous déçue des CFF? Je ne m'adressais pas qu'aux CFF. Je suis une adepte des transports publics. La ponctualité, la fiabilité et la sécurité sont primordiales. Ces dernières années, on a peut-être trop misé sur de nouveaux projets, de nouvelles offres, la vitesse etc. Une nouvelle gare, si belle soit-elle, ne sert à rien si les trains ne roulent pas. Ces nouveaux projets doivent être construits tout en assurant la circulation et en entretenant le réseau. C'est pourquoi le message que j'adresse aux entreprises de transports publics est le suivant: commencez par bien faire votre travail de base.

Le trou de Tolochenaz ne justifie-t-il pas un changement d'approche dans l'amélioration du réseau ferroviaire entre Lausanne et Genève? Le bassin lémanique est une région dynamique qui a besoin de transports publics performants. L'aménagement de son réseau a subi un certain retard, il faut bien le reconnaître. Aujourd'hui, de grands projets ont été lancés à coups de milliards de francs, comme les gares de Lausanne et de Genève. Et une étude est en cours pour une deuxième ligne. Mais nous n'aurons pas de solution avant plusieurs années. La région est très urbanisée. C'est compliqué. Nous sommes en train de voir tout ce qu'il est possible de faire à court terme. ■
PROPOS RECUEILLIS PAR B. W.